

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 13 MAI 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S)

ZI de la Rouillais
Rue Emile Deshayes
35420 LOUVIGNE DU DESERT

N°S3IC/AIOT : 000556793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S) implanté ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 LOUVIGNE DU DESERT. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S)
- ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 LOUVIGNE DU DESERT
- Code AIOT dans GUN : 0005506793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Etablissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour animaux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la mise en demeure du 26/02/2021
- plainte bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 6.2	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 26/02/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure relative au contrôle des installations électriques peut être levée.
Les nuisances sonores signalées par les plaignants sont en voie de traitement par l'exploitant qui devra réaliser un nouveau contrôle de la situation acoustique à l'issue des travaux pour vérifier la conformité à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et maintien en état
Prescription contrôlée : Article 71.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 1995 Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100. Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200. Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art. En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 – JO. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs. (...) Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement (au moins une fois par an) contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : La mise en demeure du 26/02/2021 fait suite à la constatation lors de l'inspection 2019 de défauts d'entretien des installations électriques et de l'insuffisance de prise en compte des observations de l'organisme de vérification. L'exploitant a répondu par courrier du 25/06/2021. Les 5 observations ont fait l'objet d'un traitement approprié, pour certaines par un prestataire extérieur en électricité intervenu sur le site en avril et mai 2021 (vérification des protections de 300 mA). Le dépoussiérage du local de transformation TGBT et celui de l'armoire électrique du local chaudière ont été réalisés par la société LE DU en décembre 2020 lors de la coupure annuelle de l'alimentation haute tension du site pour contrôle et entretien. Les 2 autres défauts relevés concernant un défaut d'isolement et une protection contre les surintensités à mettre en place (au niveau de l'atelier garage) ont été également traités. L'exploitant a pris des dispositions pour améliorer le suivi des installations électriques : un prestataire en électricité accompagne désormais l'organisme vérificateur pour lever les non-conformités immédiatement corrigables et identifier précisément les observations importantes à traiter sans délai.
Observations : Les non-conformités constatées à l'origine de la mise en demeure du 26/02/2021 ont été satisfaites. Cette mise en demeure peut donc être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites en limites de propriété
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruits mesurés aux limites de l'établissement ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : Jour (6 h 30 - 21 h 30) sauf dimanches et jours fériés : 57 dB(A) Nuit (21 h 30 - 6 h 30) et dimanches et jours fériés : 55 dB(A)
Constats : La société NUTREA a fait l'objet en octobre 2021 d'une plainte du voisinage relative à des nuisances sonores récurrentes depuis plusieurs mois. L'exploitant a fait réaliser une étude acoustique par la société JLBi Acoustique pour caractériser l'importance de ces nuisances. Le rapport de cet organisme de décembre 2021 mentionne des dépassements des niveaux de bruit en limites de propriété et des dépassements des valeurs limites d'émergences sur toutes les ZER. L'activité de NUTREA se répartit en 6 jours sur 7 en faction de 3X7 ou 3X8 du lundi 06h au samedi avec un arrêt oscillant entre 2h et 5h du matin. Les principales sources sonores ont été identifiées : <ul style="list-style-type: none">· moteurs des silos extérieurs ;· extractions des 4 lignes de production ;· vibreurs sur les silos intérieurs (décolmatage) ;· rayonnement du bardage métallique (lignes de productions, dosage, broyeur). Depuis les plaintes réitérées du voisinage, l'exploitant a pris les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les vibreurs sont arrêtés depuis la semaine 4 de 2022 et utilisés très ponctuellement en journée,- une étude de réduction des niveaux sonores a été réalisée par la société DELAUNAY Acoustique en février-mars 2022 portant sur la réduction du bruit provenant des moteurs des silos extérieurs et des extractions des lignes de production. La commande pour la pose d'un écran acoustique en partie basse des silos et de 4 silencieux sur les extracteurs d'air a été signée et acceptée début avril 2022. Ces dispositifs devraient être installés au début de l'été prochain.
Observations : Après installation des dispositifs de réduction des nuisances sonores, il conviendra que la société NUTREA fasse réaliser une nouvelle mesure de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences), en période de jour et de nuit, afin de vérifier l'efficacité des améliorations apportées et le respect de la réglementation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Émergences
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés 6 dB(A) de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés 4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés 5 dB(A) de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés 3 dB(A)
Constats : La société NUTREA a fait l'objet en octobre 2021 d'une plainte du voisinage relative à des nuisances sonores récurrentes depuis plusieurs mois. L'exploitant a fait réaliser une étude acoustique par la société JLBi Acoustique pour caractériser l'importance de ces nuisances. Le rapport de cet organisme de décembre 2021 mentionne des dépassements des niveaux de bruit en limites de propriété et des dépassements des valeurs limites d'émergences sur toutes les ZER. L'activité de NUTREA se répartit en 6 jours sur 7 en faction de 3X7 ou 3X8 du lundi 06h au samedi avec un arrêt oscillant entre 2h et 5h du matin. Les principales sources sonores ont été identifiées : <ul style="list-style-type: none">· moteurs des silos extérieurs ;· extractions des 4 lignes de production ;· vibreurs sur les silos intérieurs (décolmatage) ;· rayonnement du bardage métallique (lignes de productions, dosage, broyeur). Depuis les plaintes réitérées du voisinage, l'exploitant a pris les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les vibreurs sont arrêtés depuis la semaine 4 de 2022 et utilisés très ponctuellement en journée,- une étude de réduction des niveaux sonores a été réalisée par la société DELAUNAY Acoustique en février-mars 2022 portant sur la réduction du bruit provenant des moteurs des silos extérieurs et des extractions des lignes de production. La commande pour la pose d'un écran acoustique en partie basse des silos et de 4 silencieux sur les extracteurs d'air a été signée et acceptée début avril 2022. Ces dispositifs devraient être installés au début de l'été prochain.
Observations : Après installation des dispositifs de réduction des nuisances sonores, il conviendra que la société NUTREA fasse réaliser une nouvelle mesure de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences), en période de jour et de nuit, afin de vérifier l'efficacité des améliorations apportées et le respect de la réglementation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet